ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

2e CIRCONSCRIPTION HAUTE-MARNE

Parti Socialiste S. F. I. O.

CITOYENNES, CITOYENS,

A l'heure où tant d'hommes politiques à l'affût de " slogans ", à défaut de programme, parlent de renouveau, de rajeunissement, de changement d'étiquettes et d'élus représentatifs, le PARTI SOCIALISTE affirme que les solutions ne sont pas là.

Certes, les Institutions n'étaient pas parfaites et elles devaient tôt ou tard être revisées. Dans sa prison de BOURASSOL, LÉON BLUM n'écrivait-il pas déjà en 1941 : « *J'incline pour ma part vers un système qui se fonde sur la SÉPARATION et l'ÉQUILIBRE DES POUVOIRS, par conséquent sur le partage de la Souveraineté, et assure au POUVOIR EXÉCUTIF, dans sa sphère propre d'action, une AUTORITÉ INDÉPENDANTE ET CONTINUE. Ce système crée des pouvoirs stables et a par surcroît le grand mérite de substituer la notion réelle du contrôle à la notion un peu illusoire de la responsabilité, qui a toujours joué un trop grand rôle dans notre pays.* » (A l'Echelle Humaine).

Il devenait impossible, au nom de la démocratie, de conserver des méthodes qui privaient le Pays de Gouvernement et les Gouvernements d'autorité.

La Démocratie, à ce stade, devenait une caricature.

La Démocratie, ce n'est pas celà !

La délégation de pouvoirs que les élus reçoivent du Suffrage Universel ne doit pas aboutir à l'affaiblissement de la République. Or, la **République allait à la dérive ! Sans la présence de Guy MOLLET aux côtés du Général DE GAULLE, la République ne pouvait être sauvée** : le pays aurait connu les pires catastrophes, les plus grands déchirements et sans doute, la guerre civile.

Il faudra encore de longs mois pour que la France retrouve son équilibre. Et ceux qui, aujourd'hui, se livrent à des jeux fantasques, puérils et vains, ceux qui portent condamnation sans balayer devant leur porte, ceux qui cherchent par des artifices à accabler les autres de **leurs propres fautes,** risquent de rendre **INHABITABLE** l'édifice fragile mis à notre disposition.

Les faits, sont des faits. Le Parti Socialiste est fier de l'œuvre qu'il a accomplie.

Il a courageusement pris les responsabilités les plus lourdes, en 1956, dans une Assemblée où **il ne disposait que de 100 élus sur 600.**

Qui oserait affirmer que Guy MOLLET n'a pas rempli noblement son devoir, n'a pas amélioré la condition du monde du travail, n'a pas redonné la confiance au PAYS et n'a pas réussi à lui créer une audience internationale à laquelle nous n'étions plus habitués.

Pendant 16 mois, il a su insuffler du sang nouveau à l'Economie Nationale, garder à la France l'Algérie menacée et convoitée de partout, et préparer, par d'audacieuses réformes, un avenir meilleur pour notre jeunesse.

Notre fidélité à l'égard des Institutions Républicaines n'a jamais pu être contestée.

Elle a été parfaite et sans défaillance.

Quand, après de longues crises ministérielles, nos hommes, parmi les plus valeureux, entrèrent au Gouvernement, leur loyauté fut totale, sans d'autres exigences que le respect des engagements souscrits, sans d'autre prétention que de servir les travailleurs et le Pays.

La République, avec de tels hommes, conservait son plein sens.

A l'heure du choix, elle affirmait la primauté du travail.

PACIFISTE, elle recherchait passionnément, mais **SANS FAIBLESSE**, les moyens de conjurer les dangers, et, à cet effet, entretenait des rapports étroits avec tous ceux qu'un même destin unit et rapproche.

FIDÈLE A SA MISSION, elle préparait, avec une **LOI-CADRE**, la magnifique **COMMUNAUTÉ**

DES PEUPLES LIBRES ET ASSOCIÉS que le référendum du 28 Septembre a consacrée.

COMPRÉHENSIVE et ATTENTIVE au long cheminement des idées, elle avait reconnu la personnalité algérienne et décidé qu'après le silence des armes, des élections libres, dans le plein sens du terme, désigneraient des interlocuteurs valables avec qui elle pourrait définir les conditions nouvelles d'une vie commune.

HUMAINE et JUSTE, elle avait largement amélioré la législation sociale et accordé aux vieux travailleurs une réparation amplement justifiée. UNE POLITIQUE IRREVERSIBLE DE JUSTICE SOCIALE faisait franchir un nouveau pas vers la libération de l'homme.

— DAVANTAGE de joie à vivre avec le plein emploi.

— DAVANTAGE de liberté avec la prolongation des congés payés.

— DAVANTAGE de perspectives avec les investissements rentables garantissant le travail des jeunes

Avec de tels HOMMES, la RÉPUBLIQUE, comme en 1936, avec Léon Blum, avait reconquis la CONFIANCE DU PAYS et le Monde du Travail y retrouvait sa place.

MAIS... la **droite** classique, les poujadistes et les **communistes**, ne voulaient pas de cette République. Ils ont chassé Guy MOLLET et plongé, dès ce moment, le pays dans l'aventure.

— Finie, la Stabilité Ministérielle !

— Interrompue, l'Expansion Economique !

— Arrêté, le Freinage des Prix !

La conclusion était inévitable.

Le Pays désemparé, a assisté passivement au déroulement des évènements de Mai, et approuvé, reconnu, dans son ensemble, l'héroïque position prise par le PARTI SOCIALISTE POUR SAUVER LA RÉPUBLIQUE.

Ne pas reconnaître cet effort, nier que la présence de Guy MOLLET au sein du Gouvernement DE GAULLE conditionnait le retour à une vie normale et préparait pour demain le libre fonctionnement des Institutions rénovées, c'est, délibérément, falsifier la vérité. Le but de ceux qui nient, qui tentent de s'approprier les mérites des autres, est clair : FAIRE ÉLIRE UNE CHAMBRE RÉACTIONNAIRE.

Ils veulent, sous les étiquettes les plus diverses et sous couvert de l'unité française, tromper le corps électoral.

Mais on ne résout pas les Problèmes Economiques, Financiers et Sociaux à coups de clairon.

Il faut les prendre résolument un à un et leur apporter des solutions raisonnables.

Le Parti Socialiste connaît les besoins de notre Economie et son programme minimum de Gouvernement est adapté aux circonstances.

Au Pouvoir, il s'efforcera de le réaliser, fidèle aux engagements pris, insensible aux sollicitations ou aux pressions d'où qu'elles viennent.

CITOYENNES, CITOYENS,

en vous présentant les citoyens **FILTZ Pierre,** Candidat du Parti Socialiste S. F. I. O. et **CORDEBAR Léon**, comme suppléant, le Comité électoral de la circonscription de St-Dizier vous demande de lui faire confiance.

Interprète fidèle de votre volonté, votre Elu saura en conscience et avec dévouement défendre les intérêts supérieurs de la Nation.

NOTA. — Ne disposant pas du temps matériel nécessaire pour rendre visite à toutes les communes, les candidats du Parti Socialiste S.F.I.O. s'en excusent bien vivement près de leurs électeurs. Vu : les Candidats.

IMP. CH. GAUTHIER, SAINT-DIZIER